

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

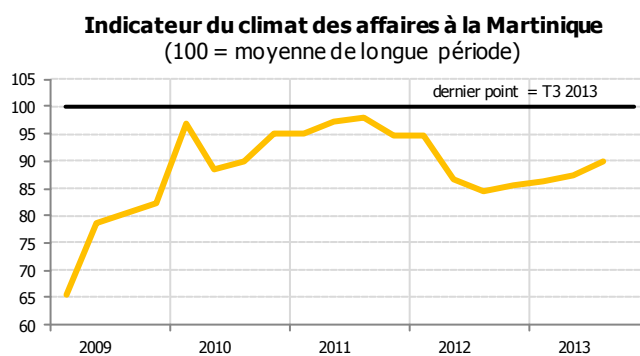
Légère amélioration de l'indicateur du climat des affaires

Au troisième trimestre 2013, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est en hausse de 2,5 points. Il poursuit sa lente remontée pour le quatrième trimestre consécutif. A 89,7 points, il est néanmoins bien en deçà de sa moyenne de longue période.

L'orientation favorable des prévisions liées à l'activité et à l'investissement contribue à l'amélioration de l'ICA. Toutefois, la dégradation persistante de la trésorerie des entreprises, les incertitudes économiques et l'absence de visibilité à court et moyen termes ne permettent pas une amélioration plus franche de l'ICA. Bien que pessimistes, les chefs d'entreprise anticipent une stabilisation de l'activité pour le prochain trimestre.

La consommation des ménages se contracte, alors que les prévisions d'investissement restent globalement dégradées.

L'activité se stabilise dans l'ensemble des secteurs, à l'exception du commerce et de l'industrie.



UNE CROISSANCE MITIGÉE DANS LA CARAÏBE

Selon les estimations du FMI, dans les économies de la Caraïbe, la croissance demeure atone, en particulier pour les pays fortement dépendants du tourisme (Bahamas, Barbade, Jamaïque et les pays membres de l'OECD) où l'activité souffre d'une diminution des flux touristiques et d'un déclin du secteur du BTP. La croissance dans les pays exportateurs de matières premières (Belize, Guyane, Suriname, Trinidad et Tobago), tirée par la bonne tenue des exportations, est estimée à 3,5 % en 2013 et en 2014. D'une manière générale, l'inflation est contenue dans la plupart des économies de la zone.

L'activité économique dans les **Bahamas** poursuit sa reprise avec une estimation de croissance du PIB de 1,9 % pour l'année 2013, en légère hausse par rapport à 2012. Le redressement des investissements directs à l'étranger, notamment par le projet touristique « Baha Mar » d'un montant de 3,5 milliards de dollars, permet de compenser la diminution des arrivées de touristes et la fin de plusieurs projets d'infrastructures.

En **Jamaïque**, après six trimestres de contraction l'activité économique croît de 0,9 % au 3^e trimestre 2013 tirée essentiellement par la demande extérieure. Selon la Banque centrale, les prix à la consommation affichent une hausse de 10,5 % sur un an en septembre 2013 contre +6,7 % en septembre 2012. En particulier, le prix des transports publics enregistre une hausse de 25 %.

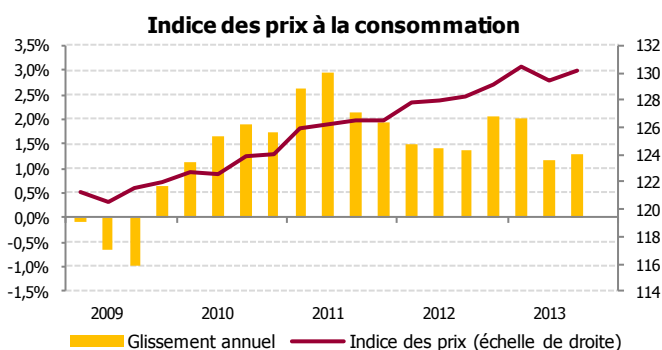
La croissance en **Haïti** est estimée à 3,4 % en 2013 contre 2,8 % en 2012. À fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation progresse de 4,5 % en glissement annuel et la dépréciation de la gourde par rapport au dollar US est estimée à 2,9 % sur un an.

Source : FMI

Hausse modérée des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) ressort en hausse au troisième trimestre (+0,5 % après -0,7 % au précédent trimestre). Cette évolution tient essentiellement au relèvement des prix de l'alimentation (+1,5 %) et de l'énergie (+2,1 %). En revanche, les prix des produits manufacturés et des services restent stables sur le trimestre.

Sur un an, la hausse des prix atteint 1,3 %. Cette progression est tirée par les prix de l'alimentation (+3,7 %) et ceux des services (+1,2 %). L'augmentation des prix des produits manufacturés et de l'énergie (+0,4 % tous les deux), contribue dans une moindre mesure à la hausse des prix sur la période.

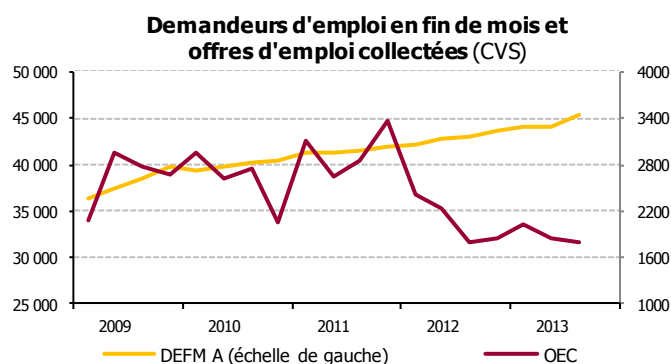


Source : INSEE

Dégradation du marché du travail

A fin septembre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) connaît un rebond sur le trimestre (+2,9 %, CVS). Il s'élève à 45 394 (CVS). Dans le même temps, le nombre d'offres d'emploi enregistrées reste orienté à la baisse (-3,4 %, CVS). Le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est pour sa part stable (+0,1 %, CVS).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est également orienté à la hausse (+5,7 %, CVS) et le nombre d'allocataires de Pôle emploi est stable (+0,0 %, CVS), tout comme les offres d'emploi collectées par Pôle emploi (+0,0 %, CVS).



Sources : SMT, Pôle emploi, Dares

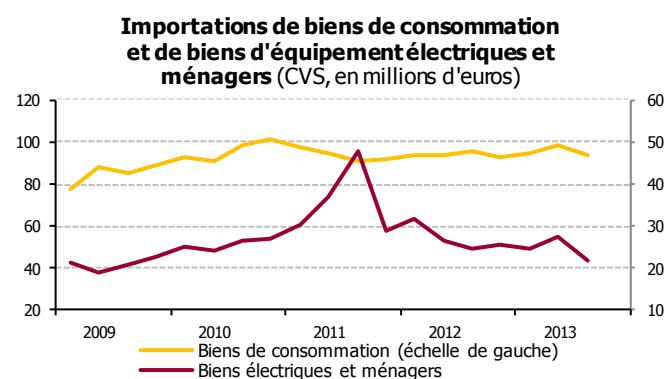
Contraction de la consommation des ménages

La consommation des ménages fléchit une nouvelle fois au 3^{ème} trimestre. Les immatriculations de véhicules de tourisme se contractent (-4,3 % après +7,4 % au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens de consommations et de biens d'équipement électriques et ménagers sont également en recul (respectivement -4,7 % et -20,0 %, CVS).

Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font part de la poursuite de la dégradation de l'activité. Pour autant, le chiffre d'affaires des hypermarchés garde un peu de vigueur (+3,0 % au troisième trimestre, après +1,0 % à fin juin 2013, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent. Les retraits de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèques sont en repli (respectivement -3,1 % et -1,5 %). Par ailleurs, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire se stabilise.

Enfin, l'encours de crédits à la consommation des ménages est stable sur le trimestre (-0,2 %), mais reste en retrait sur un an (-3,6 %).



Source : Douanes

Moindre dégradation des intentions d'investissement des entreprises

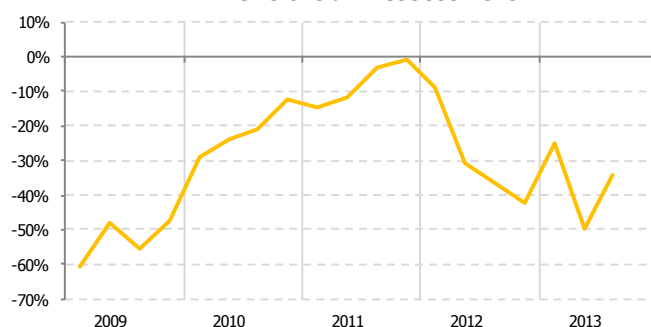
Les intentions d'investissement à un an bénéficient d'un léger sursaut mais restent globalement dégradées. Le faible niveau de trésorerie des entreprises et l'absence de visibilité ne permettent pas d'envisager sereinement des investissements. Seuls les secteurs agroalimentaire et du BTP bénéficient de prévisions favorablement orientées.

Les immatriculations de véhicules utilitaires enregistrent une moindre hausse sur le trimestre (+1,6 % après +8,0 % au précédent trimestre, CVS), alors que les importations de biens d'équipement sont en recul (-5,1 % CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises s'améliorent : les incidents de paiement sur effets de commerce se réduisent sensiblement tant en nombre (-32,3%) qu'en montant (-35,9 %) et le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est stable (-0,4 %).

Parallèlement, les encours de crédits d'investissement des entreprises restent orientés à la baisse (-3,8 %) sur le trimestre.

Prévisions d'investissement



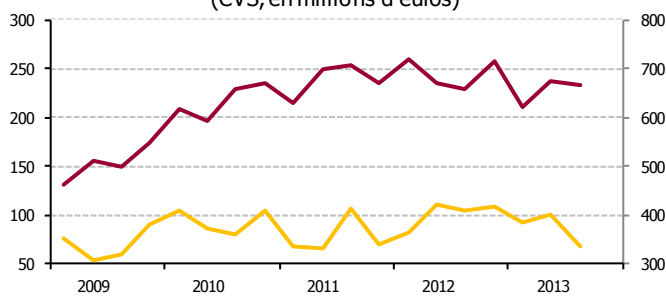
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Diminution des échanges extérieurs

Les importations sont en repli (-1,3 %, CVS). Hors produits pétroliers, elles enregistrent une diminution plus sensible (-3,0 %, CVS) sous l'effet de la baisse des importations de produits pharmaceutiques (-9,3 %) et de biens d'équipement électriques et ménagers (-20,0 %).

Les exportations sont également en recul (-31,5 %, CVS), en lien avec la baisse des exportations de produits agricoles (-45,6 %, CVS) et des produits pétroliers (-39,8 %). Hors produits pétroliers, elles sont en baisse de 27,7 %.

Commerce extérieur (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

STABILITÉ DE L'ACTIVITÉ DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Les résultats de l'enquête de conjoncture font état d'une stabilité de l'activité au troisième trimestre. Toutefois, la trésorerie des entreprises reste dégradée, largement pénalisée par l'allongement des délais de paiement. Dans ce contexte, alors que les charges d'exploitation se détériorent légèrement et que les prix se resserrent, les effectifs évoluent peu compte tenu de perspectives d'activité également stables.

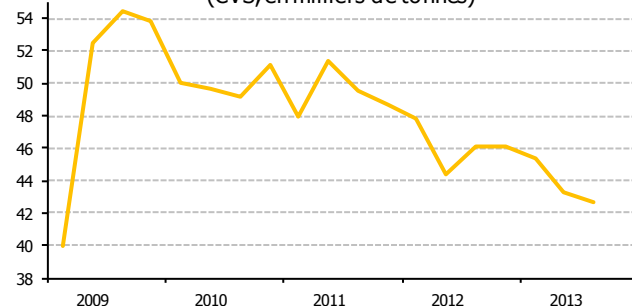
Le courant d'affaires du **secteur primaire** est orienté à la baisse. Les exportations de produits agricoles sont en recul (-37,5 %, CVS). En données cumulées à fin août, les expéditions de bananes diminuent de 1,0 % sur un an. Les résultats des filières d'élevage sont plus mitigés. Dans l'ensemble, les abattages sont stables (-0,5 %, CVS) : les abattages bovins sont en repli (-4,5 %, CVS), alors que les abattages porcins progressent (+5,6 %, CVS).

L'activité du secteur **agro-alimentaire** est jugée dégradée par les professionnels. En dépit de prévisions d'investissement toujours orientées à la hausse, les chefs d'entreprise doivent faire face à des niveaux de stock élevés qui accentuent les difficultés de trésorerie. Les exportations de produits agroalimentaires sont stables (+0,8 %, CVS) en dépit d'une diminution de la production de rhum (-13,5 %, CVS).

Dans le **secteur industriel**, les chefs d'entreprise font part d'un courant d'affaires dégradé. Toutefois, ils anticipent une amélioration en fin d'année.

La situation des entreprises du **BTP** reste difficile. Les chefs d'entreprise sont inquiets face à la dégradation des charges d'exploitation et des délais de paiement. Les ventes de ciment sont de nouveau en repli (-1,4 % sur le trimestre, CVS). De même, les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel sont en baisse (11,7 %, CVS).

Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



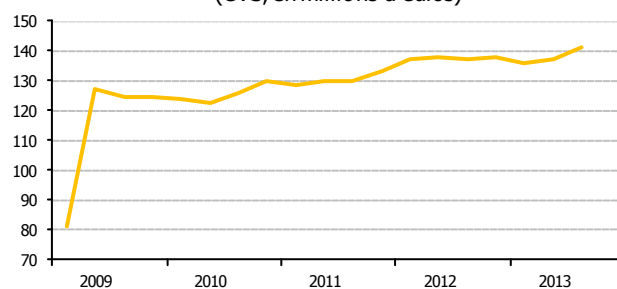
Source : Ciments Antilles

Le secteur du **commerce** tourne au ralenti sous l'effet de la contraction de la consommation des ménages dont l'encours de crédit à la consommation est en repli sur le trimestre (-0,2 %). Le chiffre d'affaires des hypermarchés reste néanmoins favorablement orienté (+3,0 % après +1,0 % au précédent trimestre, CVS).

Dans le prolongement de la dynamique amorcée au deuxième trimestre, l'activité du secteur du **tourisme** poursuit son amélioration. En cumul à fin septembre, le nombre de passagers à l'aéroport est en hausse (+1,7 %, données brutes). Dans l'hôtellerie, le taux d'occupation des hôtels relevé à fin juin est supérieur de 3,7 points à celui enregistré un an auparavant (38,6 % contre 34,9 %). De même, le nombre de nuitées est en progression de 3,8 % sur un an (à fin juin). Il convient toutefois de rester prudent. Sur le trimestre, le trafic de passagers à l'aéroport est en baisse (-2,0 %, CVS) et le taux d'occupation des hôtels, bien qu'en hausse, s'inscrit à un niveau relativement faible.

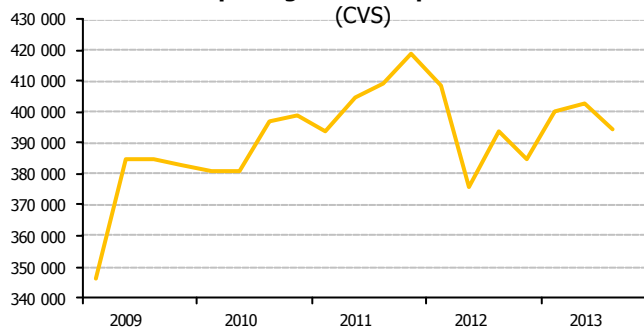
Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une dégradation de l'activité en lien avec l'orientation défavorable des carnets de commandes. Face à la croissance des charges d'exploitation, la situation financière du secteur s'affaiblit.

Chiffre d'affaires des hypermarchés
(CVS, en millions d'euros)



Source : DIECCTE

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire
(CVS)



Source : CCIM

ÉCONOMIE MONDIALE : REPRISE LENTE ET DIVERGENCE DES DYNAMIQUES DE CROISSANCE

La croissance mondiale reste faible (+2,5 % au premier semestre 2013, selon les estimations d'octobre 2013 du FMI), alors que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle période de transition. Elle se caractérise par une divergence des dynamiques de croissance qui accélère dans les pays avancés et ralentit dans les pays émergents. Les perspectives s'améliorent globalement à court terme. L'activité devrait ainsi accélérer légèrement, portée par les pays avancés, principalement les États-Unis. Pour l'ensemble de l'année 2013, le FMI prévoit une croissance de la production mondiale de 2,9 % (après +3,2 % en 2012).

Le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé à un rythme plus élevé que prévu au troisième trimestre, à +2,8 % en rythme annualisé (après +2,5 % au deuxième trimestre). L'accélération de la croissance s'explique principalement par l'évolution des stocks des entreprises qui contribuent pour 0,8 point à la progression du PIB américain. En revanche, le manque de dynamisme de la consommation et de l'investissement, véritables moteurs de la croissance, et l'impact de la fermeture des services administratifs en octobre (« shutdown »), conduisent les analystes à anticiper un ralentissement de l'économie au quatrième trimestre. En septembre, la hausse des prix à la consommation décélère à +1,2 % en glissement annuel.

La croissance de la zone euro ralentit au troisième trimestre (+0,1 % après +0,3 % au précédent trimestre). Ce ralentissement est à l'œuvre dans plusieurs pays de la zone, notamment en Allemagne (+0,3 % après +0,7 % au deuxième trimestre 2013), où les exportations perdent de leur dynamisme. Parallèlement, la situation du marché du travail de la zone euro continue de se dégrader. Le taux de chômage s'inscrit en légère hausse par rapport au trimestre précédent, établissant un nouveau record à 12,2 %. Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 7 novembre, a décidé de baisser son principal taux directeur à 0,25 % contre 0,50 % auparavant. Cette décision est notamment motivée par le fait que l'inflation de la zone euro est tombée à 0,7 % en octobre, soit un niveau nettement inférieur à l'objectif de la BCE (qui est de maintenir l'inflation à des taux "inférieurs à, mais proches de 2 %"), tandis que l'évolution du crédit demeure atone.

Le PIB de la France recule légèrement au troisième trimestre (-0,1 %) après un rebond au trimestre précédent (+0,5 %). La demande intérieure finale ralentit sous l'effet d'une nouvelle baisse de la FBCF (-0,6 %) et de la décélération de la consommation des ménages (+0,2 % après +0,4 %). Les exportations chutent (-1,5 % après +1,9 %), tandis que les importations continuent de progresser (+1,0 %), mais à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent (+1,6 %). À fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse de 0,9 % sur un an.

Dans les pays émergents et en développement, les exportations, tirées par l'accélération de la croissance dans les pays avancés et une consommation dynamique, devraient soutenir l'activité. Cependant, la croissance est révisée à la baisse dans de nombreux pays ; les conditions de financement extérieur se sont durcies et il semble de plus en plus que certaines contraintes affectent l'offre.

Sources : FMI, BCE